



**N° consultation : GUADGUYA24006**

---

**ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG  
EFS GUADELOUPE – GUYANE  
Site de Pointe-à-Pitre  
Boulevard de l'hôpital – BP 686  
97171 POINTE-A-PITRE CEDEX**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS  
TECHNIQUES DE CLIMATISATION, VENTILATION  
SITE DE POINTE A PITRE ET DE MOUDONG**

**Appel d'offres ouvert**

Articles L2124-2, R2124-1, R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

---

## **SOMMAIRE**

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET</b>	<b>6</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires</b>	<b>6</b>
<b>3.3. Allotissement</b>	<b>6</b>
<b>3.4. Forme du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.5. Durée</b>	<b>6</b>
<b>3.6. Langue d'exécution</b>	<b>6</b>
3.6.1. Principe	6
3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.6.3. Défaut de recours à un interprète	7
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES</b>	<b>7</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>8</b>
<b>5.1. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>8</b>
5.1.1. Emission des Bons de commande	8
5.1.2. Délais d'exécution des Bons de commande	8
<b>5.2. Vérification et admission</b>	<b>8</b>
<b>5.3. Pénalités</b>	<b>8</b>
5.3.1. Pénalités de retard	9
5.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution	9
5.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	9
<b>5.4. Sous-traitance au sens des articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique</b>	<b>9</b>
<b>6. SUIVI D'EXECUTION</b>	<b>10</b>
<b>6.1. Relations entre les parties</b>	<b>10</b>
<b>6.2. Confidentialité</b>	<b>10</b>
6.2.1. Obligations du Titulaire	10
6.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	11

<b>7. MODIFICATIONS</b>	<b>11</b>
<b>7.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>11</b>
<b>7.2. Clause de réexamen</b>	<b>12</b>
7.2.1. Circonstances imprévues	12
<b>7.3. Suspension du Marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>12</b>
<b>7.4. Evolutions administratives</b>	<b>12</b>
<b>7.5. Evolutions technologiques</b>	<b>12</b>
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>13</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>13</b>
<b>9.1. Contenu des prix</b>	<b>13</b>
<b>9.1. Forme et évolution des prix</b>	<b>13</b>
<b>9.2. Avance</b>	<b>13</b>
<b>9.3. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>13</b>
9.3.1. Facturation	13
9.3.2. Dématérialisation	14
9.3.3. Délai de paiement	14
9.3.4. Suspension du délai global de paiement	14
9.3.5. Intérêts moratoires	15
9.3.6. Nantissement et cession de créance	15
9.3.7. Renseignement d'ordre comptable	15
<b>10. RESPONSABILITE – ASSURANCES</b>	<b>15</b>
<b>11. RESILIATION (ARTICLE L2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b>	<b>16</b>
<b>11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>16</b>
<b>11.2. Résiliation aux torts du Titulaire</b>	<b>16</b>
<b>11.3. Résiliation pour événements liés au Marché</b>	<b>16</b>
<b>11.4. Exécution aux frais et risques</b>	<b>16</b>
<b>12. LITIGES</b>	<b>17</b>
<b>13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE</b>	<b>17</b>

<b>13.1. Titulaire établi en France</b>	<b>17</b>
<b>13.2. Titulaire établi à l'étranger</b>	<b>17</b>
<b>14. DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	<b>17</b>

## 1. DEFINITIONS

« **AE** » : l'acte d'engagement

« **Bons de commande** » : les commandes passées sur le fondement de l'Accord-cadre

« **CCAG-FCS** » : le [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](#), dans sa version approuvée par arrêté du 30 mars 2021

« **CCAP** » : le présent cahier des clauses administratives particulières

« **CCTP** » : le cahier des clauses techniques particulières

« **e-Attestations** » : la plateforme e-Attestations, plateforme de dématérialisation utilisée par l'EFS pour vérifier la conformité de la situation réglementaire de ses fournisseurs, pour lesquels l'utilisation de la plateforme est gratuite et disponible à l'adresse <https://www2.e-attestations.com/>

« **EFS** » : l'Etablissement français du sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer

« **EFS-GG** » : l'ETS Guadeloupe-Guyane

« **ETS** » : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

« **Marché (ou Accord-cadre)** » : le présent marché public, accord-cadre sur la base duquel sont émis des bons de commande, constitué des pièces contractuelles énumérées au CCAP

« **Prestations** » : les prestations (services) objets du Marché définies au CCTP

« **RGPD** » : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

« **Sous-traitant** » : une personne physique ou morale exécutant certaines parties du Marché autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par l'EFS-GG

« **Titulaire** » : le soumissionnaire auquel l'EFS-GG a notifié le Marché

## **2. OBJET**

Le présent marché a pour objet l'exploitation et la maintenance des installations techniques de ventilation, climatisation de l'Etablissement Français de Sang de Guadeloupe-Guyane et deux camions de collecte mobile.

## **3. DISPOSITIONS GENERALES**

### **3.1. Procédure de passation**

Le Marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles L2124-2, R2124-1, R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

### **3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires**

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

### **3.3. Allotissement**

Le marché public est composé de 2 lots définis comme suit :

- **LOT 1 : Production (Groupe Eau glacé, CTA QBD, PREPA, 1er étage et RDC, Circuit hydraulique et auxiliaires) - Pointe-à-pitre**
- **LOT 2 : Distribution (VRV Daikin ; VMC ; Clim à détente direct ; Clim Camion) - Pointe-à-pitre & Moudong**

### **3.4. Forme du marché public**

Il s'agit d'un marché ordinaire conclu à prix forfaitaire (article R.2111-6 2° du code de la commande publique)

### **3.5. Durée**

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée ferme de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement trois (3) fois par période de 12 mois.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

### **3.6. Langue d'exécution**

#### **3.6.1. Principe**

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

### **3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

### **3.6.3. Défaut de recours à un interprète**

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## **4. PIECES CONSTITUTIVES**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et l'attestation « sanctions russes » ;
- La Proposition technique ;
- Le présent CCAP et son annexe relative à la protection des données personnelles (RGPD);
- Le CCTP ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## **5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **5.1. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

#### **5.1.1. Emission des Bons de commande**

L'Accord-cadre s'exécute par l'émission de Bons de commande établis par l'EFS-GG.

Les Bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'Accord-cadre. Les Bons de commande sont en principe mensuels, mais des Bons de commande ponctuels peuvent être envoyés.

Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

#### **5.1.2. Délais d'exécution des Bons de commande**

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de deux (2) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### **5.2. Vérification et admission**

Sous réserve des stipulations du CCAP, les opérations de vérification et d'admission des services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

### **5.3. Pénalités**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.



Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### **5.3.1. Pénalités de retard**

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations conformément au présent CCAP, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = (V \times R) / 500$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du bon de commande ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date d'exécution prévue dans le bon de commande.

#### **5.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution**

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des Prestations, l'EFS-GG peut lui appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros par manquement constaté.

#### **5.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour l'EFS-GG, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

### **5.4. Sous-traitance au sens des articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique**

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (cf article 1.9.3 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **6. SUIVI D'EXECUTION**

### **6.1. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

### **6.2. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

#### **6.2.1. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des Prestations et à la condition que l'EFS-GG ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du Marché ;
- au terme du Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du Marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du Marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS-GG se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des Prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de Marché sans l'accord préalable de l'EFS-GG.

### 6.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS-GG peut prononcer la résiliation immédiate du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 7. MODIFICATIONS

### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'EFS-GG par écrit dans les plus brefs délais.

Le Marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l'EFS-GG. De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'EFS-GG.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'EFS-GG dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant l'opérateur économique à qui le Marché est cédé :

- Une copie de l'acte relatif à l'opération de restructuration définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale relative à l'acte précité ;
- Une attestation fiscale ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (article D8222-5 du code du travail) ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D8254-4 du code du travail) ;
- Une attestation d'assurance relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'opérateur économique ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager l'opérateur économique ;
- Un relevé d'identité bancaire ;

- Un numéro unique d'identification permettant à l'EFS-GG d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La cession du Marché acceptée par l'EFS-GG fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre l'EFS-GG, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

## **7.2. Clause de réexamen**

En application des articles L2194-1, 1° et R2194-1 du code de la commande publique, le Marché comporte les clauses de réexamen indiquées ci-après. La mise en œuvre de ces clauses n'entraîne pas la conclusion d'avenants.

### **7.2.1. Circonstances imprévues**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cas de la survenance de circonstances imprévues qu'un acheteur ne pouvait pas prévoir, l'EFS-GG peut :

- Emettre un Bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le Titulaire d'exécuter les Prestations, dans la limite fixée à l'article R2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du Marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit à l'EFS-GG les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le Marché.

Si l'EFS-GG accepte ces éléments explicatifs, le service des achats et des affaires juridiques de l'EFS-GG en notifie par écrit leur acceptation au Titulaire et lui précise les délais temporairement applicables.

## **7.3. Suspension du Marché en cas de circonstances imprévisibles**

Dans ce cas il est fait application de l'article 24 du CCAG-FCS.

## **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du Marché, le Titulaire informe par écrit l'EFS-GG de toute modification de désignation ou de référence de Prestations objets du Marché.

L'EFS-GG prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Prestation considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Prestation, dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

## **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai l'EFS-GG de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Prestations.

Sur la base des informations transmises, l'EFS-GG décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, l'EFS-GG peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Prestations nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision de l'EFS-GG.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux services, toute évolution technologique acceptée par l'EFS-GG, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du Marché.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou toute introduction de nouvelles Prestations dans le cadre du Marché donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par l'EFS-GG donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire à l'EFS-GG.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE**

### **9.1. Contenu des prix**

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans la DPGF.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

### **9.1. Forme et évolution des prix**

Les prix du marché public sont fermes sur toute la durée du marché.

### **9.2. Avance**

Sauf refus exprès du Titulaire mentionné dans l'AE, une avance lui est versée lorsque les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 et aux articles R2191-15 à R2191-18 du code de la commande publique sont réunies.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, le taux de l'avance est de 10 %.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du Marché conformément aux articles R2191-11, R2191-12, R2191-14 et R2191-19 du code de la commande publique.

### **9.3. Modalités de facturation et de règlement**

#### **9.3.1. Facturation**

Le Titulaire transmet à l'EFS-GG un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du Marché ;
- le cas échéant, le numéro du Bon de commande ;
- la quantité et la désignation des Prestations réalisées ;
- le montant hors TVA des Prestations ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation.

### 9.3.2. Dématérialisation

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par l'EFS-GG, sont adressées à l'EFS-GG par l'utilisation du numéro de SIRET, lequel est 428 822 852 01811.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro du Bon de commande (s'il existe) et le numéro du Marché sont à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- « Facture rejetée », en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- « Facture suspendue », en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement ; ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par l'EFS.

### 9.3.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'EFS-GG.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de l'exécution des services, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des services.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies au CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS-GG se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### 9.3.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi



que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'EFS-GG de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications court un nouveau délai de 60 jours pour l'EFS-GG.

#### **9.3.5. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des Prestations qui lui incombent en application du Marché.

#### **9.3.6. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, seules seront notifiées au Titulaire la copie de l'AE et la copie de l'annexe financière.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, l'EFS-GG délivre uniquement l'exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### **9.3.7. Renseignement d'ordre comptable**

Le comptable public assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de l'EFS-GG

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R2191-54 du code de la commande publique est le Directeur de l'EFS-GG, représentant du pouvoir adjudicateur.

Leurs coordonnées sont mentionnées dans l'AE.

### **10. RESPONSABILITE – ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Prestations. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des Prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les Sous-traitants désignés au Marché doivent justifier au moment de la notification du Marché, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du Marché.

L'attestation doit être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS-GG au Titulaire.

## **11. RESILIATION (ARTICLE L2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'EFS-GG peut mettre fin à tout moment à l'exécution du Marché, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Est notamment constitutif d'un motif d'intérêt général la conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du Marché pour répondre aux besoins de l'ensemble des ETS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, dans la mesure où le Marché ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

### **11.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS-GG peut procéder à la résiliation du Marché, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- Faute du Titulaire ou incapacité manifeste et durable de celui-ci à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS-GG ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées au CCAP ;
- Non-rectification d'un des motifs d'irrégularité décrit aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l'EFS-GG au Titulaire ;
- Non-fourniture ou non-rectification d'une inexactitude, dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l'EFS-GG au Titulaire (sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles), des documents mentionnés à l'article du CCAP relatif aux obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale.

L'EFS-GG peut résilier le Marché à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués, et que la mise en demeure soit restée infructueuse.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de la décision de résiliation.

### **11.3. Résiliation pour événements liés au Marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-FCS, l'EFS-GG peut résilier le Marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des Prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du Marché ;
- Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le Marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS-GG se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des Prestations aux frais et risques du Titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS et à l'article 8 du CCAP.



## 12. LITIGES

L'EFS-GG et le Titulaire conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

## 13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

En application des obligations imposées par les articles L8222-1 et R8222-1 du code du travail, le Titulaire transmet à l'EFS-GG tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du Marché les pièces mentionnées ci-après. Cette transmission est requise y compris pour les éventuels membres du groupement non mandataires et les éventuels sous-traitants.

### 13.1. Titulaire établi en France

Le Titulaire établi en France remet les pièces suivantes (article D8222-5 du code du travail) :

- Une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La transmission s'effectue via e.Attestations.

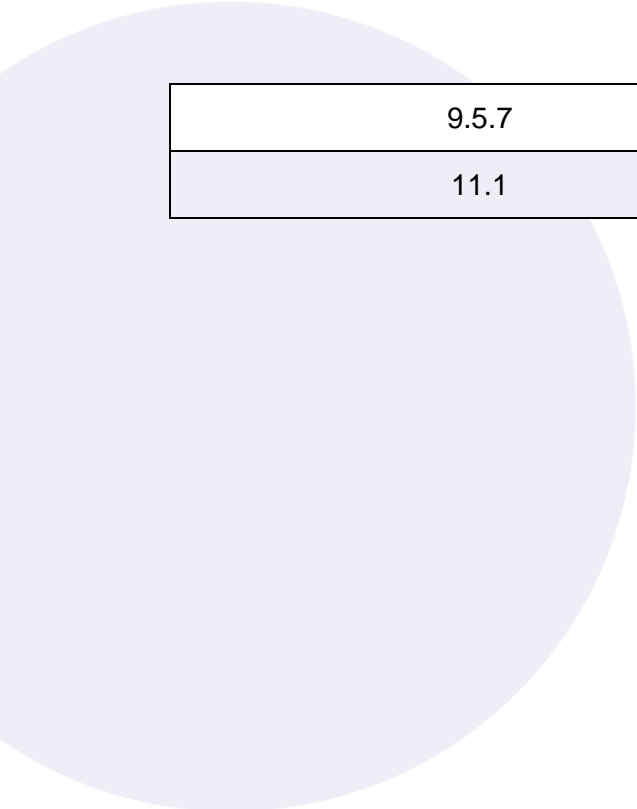
### 13.2. Titulaire établi à l'étranger

Le Titulaire établi à l'étranger remet les pièces qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France (articles L8222-4, D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

## 14. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le CCAP déroge au CCAG-FCS aux articles indiqués ci-après.

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels le CCAP déroge
4	4
5.1.2	13.3.2
5.3.1	14.1.2
5.3.1	14.1.3
5.3.1	14.1.1
8	45.1
9.4	11.1
9.5.7	4.2.1



9.5.7	4.2.2
11.1	42